

Convention collective départementale

BÂTIMENT

IDCC : 2032. – **OUVRIERS**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(Isère)
(17 septembre 1998)

(Bulletin officiel n° 1998-50)
(Étendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 6 février 1999)

PROTOCOLE D'ACCORD DU 6 NOVEMBRE 2017
RELATIF À LA FIXATION DE L'INDEMNITÉ DE REPAS DE NUIT
ET AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

NOR : ASET1850016M
IDCC : 2032

Entre
FBTP38
CAPEB38

D'une part, et

BC CFDT Isère
FO BTP Auvergne RA

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit à compter du 1^{er} janvier 2018 :

Article 1^{er}

Indemnité de repas de nuit

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 11,60 €.

Article 2

Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998 :

L'indemnité de repas est portée à : 9,70 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,98 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,97 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 5,83 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 9,53 € ;

- zone 4 (30 à 40 km) : 13,21 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 16,65 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,61 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,76 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,39 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 5,24 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 7,08 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,83 €.

Article 3

Force obligatoire du présent protocole

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissements ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail de Paris conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Les partenaires sociaux en demandent l'application au plus tôt.

Fait à Grenoble, le 6 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)